

ENSEMBLE, NOUS ACCUSONS !

Dans le silence complice des grands médias, l'entreprise visant à marginaliser notre langue en tous domaines, à lui substituer l'anglo-américain de la mondialisation financière (le *globish*), à refouler peu à peu la « langue de la République » (art. II de la Constitution) dans l'espace « domestique », est en passe de franchir un seuil potentiellement irréversible. Ce basculement s'opère sous l'impulsion de l'oligarchie financière et sous l'égide du pouvoir politique à sa dévotion.

Pour ne prendre que deux exemples qui font suite à la Loi Fioraso de 2013 (officialisation par le gouvernement Hollande de l'enseignement *en anglais* à l'Université)¹

- Renault et PSA viennent *illégalement* de basculer toute leur documentation technique interne à l'anglais et des pressions s'exercent sur certains ingénieurs de PSA pour qu'ils consentent à travailler désormais en anglais en France même.
- Sans qu'il y ait eu le moindre débat de fond dans le pays ou au Parlement, sur le conseil d'experts d'une flagrante partialité² et sur la base d'une « expérimentation » pédagogique à peine engagée, le ministère de l'Éducation nationale claironne sa volonté d'enseigner désormais non pas l'anglais, mais *en anglais* différentes matières de la maternelle à l'Université³; l'Inspecteur d'académie de l'Essonne ne cache même pas que le but poursuivi est de faire de l'anglais une « langue native » (anglicisme dissimulant le mot juste : une *langue maternelle* bis... pour commencer !) en France de façon que, dès leur plus jeune âge, les enfants parlent et pensent *en anglais*. Étant donné que des mesures analogues sont appliquées dans d'autres pays de l'UE, combien de temps faudra-t-il pour que les langues nationales autres que l'anglais soient éliminées ou réduites au rang de patois au profit du seul idiome qui comptera alors vraiment au mépris de la diversité des peuples et des cultures ? **Où et quand ce projet d'arrachage linguistique géant travesti en « plurilinguisme » à sens unique et à l'avantage d'une seule langue étrangère, a-t-il été mis en débat et tranché démocratiquement par le peuple français ?**

En réalité, ce que – quitte à forger un néologisme – il faut bien appeler un *linguicide* – renvoie à un **projet politique global et cyniquement destructif**.

C'est le Baron Seillière, ex-président du MEDEF devenu président du Syndicat patronal européen, qui dès 2006 provoquait le départ courroucé de J. Chirac en déclarant devant le Conseil des chefs d'État européens que, dorénavant, il ne s'exprimerait plus au titre de *BusinessEurope* « *qu'en anglais, la langue des affaires et des entreprises* »⁴. Ce sont les milieux oligarchiques intervenant dans l'Hexagone (peut-on encore dire « français » ?) qui déclarent cyniquement que « *la France a un handicap, sa langue* ». C'est aussi et surtout le projet antinationnel et pseudo-internationaliste (en réalité impérial et supranational !) qu'expose le Manifeste du MEDEF intitulé *Besoin d'aire* (2012)⁵. On y apprend que pour gagner les premières places dans la mondialisation capitaliste, le MEDEF est décidé à dissoudre la République française sociale, souveraine et indivisible dans « les États-Unis d'Europe », à substituer aux communes et aux départements une glaciale euro-métropolisation du territoire national, ce nouvel ensemble institutionnel étant solidement arrimé à l'*Union transatlantique* que dessinent déjà le CETA (libre-échange avec le Canada), le TAFTA (fort loin d'être enterré) et, bien entendu, l'OTAN chapeautant l'armée française en marche vers sa dissolution dans la « défense européenne ».

Le projet est donc clair : plaçant au-dessus de tout sa quête planétaire du profit maximal, le grand patronat veut dissoudre notre pays, et avec lui ses acquis sociaux issus du Conseil National de la Résistance, ses conquêtes démocratiques héritées de la Révolution et l'esprit frondeur porté par des siècles de littérature française (de Rabelais à Aragon en passant par Molière, Diderot ou Hugo) et francophone (Césaire, Fanon, Félix Leclerc, Kateb Yacine...), dans un *Empire transcontinental* au sein duquel Washington et Berlin,

1 <http://etudiant.lefigaro.fr/les-news/actu/detail/article/1-universite-francaise-veut-creer-des-diplomes-en-anglais-1420/>

<https://www.france24.com/fr/20130515-cours-anglais-universite-pire-humiliations-francophones-projet-loi-fioraso-amirshahi>

2 https://www.liberation.fr/france/2018/09/12/a-l-ecole-l-anglais-en-majeste_1678267 <https://www.ouest-france.fr/politique/jean-michel-blanquer/jean-michel-blanquer-veut-enseigner-l-anglais-aux-enfants-des-le-cp-5962335>

3 <http://www.leparisien.fr/essonne-91/rentree-scolaire-l-enseignement-bilingue-en-test-dans-quinze-ecoles-de-l-essonne-30-08-2018-7870488.php>

4 https://www.lemonde.fr/europe/article/2006/03/24/chirac-justifie-son-coup-de-sang-contre-seilliere_754456_3214.html

5 <http://www.medef-savoie.fr/files/2012/03/document-besoin-da-ire-mis-en-page.pdf>

tantôt rivaux, tantôt complices tiendront les premiers rôles pendant que Paris briguera, en anglais bien sûr, le rôle du premier valet. Pour consolider cette construction impériale déshumanisée, il faut instituer à marche forcée une langue, ou plutôt, une *novlangue*, voire une *non-langue* passe-partout, coupée de l'histoire des peuples (et largement étrangère d'ailleurs à l'anglais lui-même !), ce *globish* imbibé d'idéologie néolibérale. Car la langue ne porte pas seulement des sons : *elle structure la pensée* – ou la *non-pensée* !⁶ – et le **projet globalitaire d'une langue unique transcontinentale, voire mondiale, est porteur d'une visée non moins dévastatrice pour le pluralisme culturel mondial que ne l'est, pour la biodiversité naturelle, la course généralisée au profit maximal.**

Autre retombée terrible de ce projet mortifère, qui est au plurilinguisme véritable ce que le « travail détaché » est à la solidarité internationale des travailleurs, **le *World Business* escompte que l'émergence d'une langue unique « transatlantique » parachèvera la dé-segmentation européenne et mondiale du marché du travail** ; ce qui, dans le contexte capitaliste d'un chômage massif, ne peut qu'exacerber la concurrence effrénée sur chaque emploi avec des effets délétères sur le salaire et les conditions de travail de tous. Déjà de nombreux travailleurs souffrent de cette « contrainte à l'anglais » qui aggrave l'exclusion et les inégalités et qui impose déjà une forme de « préférence nationale à l'envers » à l'embauche (en faveur des *English Mother Tongue* = ces cadres anglophones de naissance, que recrutent illégalement certaines offres d'emploi !) qui n'est pas moins ignoble que la « préférence nationale » lepéniste. C'est **l'obsolescence programmée de la Francophonie internationale** et des possibles liens économiques, intellectuels et moraux que peut contribuer à nouer une langue parlée sur cinq continents et forte de ses diversités ; c'est aussi un **point final honteux mis à l'histoire de France** : car sans sa langue, notre pays ressemblerait fort à ce « *couteau sans manche dont on a égaré la lame* » dont se gaussait naguère Lichtenberg.

Placé devant ce tableau effarant, nous n'avons cure de supplier les oligarchies politico-économiques de défendre une langue, une loi (la loi Toubon-Tasca de 1994), voire une obligation constitutionnelle que ces prétendues élites sont les premières à violer. C'est donc devant le *peuple français*, qui fit 1789 et la Commune, 1936 et la Résistance antifasciste, que...

NOUS ACCUSONS :

- **L'oligarchie financière** de stranguler le français au même rythme qu'elle asphyxie le *produire en France*, les services publics, le Code du travail, les statuts, le pouvoir d'achat populaire, les retraites par répartition et la protection sociale, avec pour seul souci la *mondialisation des profits* ;
- **L'Union européenne**, dont l'alignement atlantique est tel que, violant ses propres traités qui l'obligent à défendre la diversité culturelle des États membres, Bruxelles officialise de plus en plus l'anglais comme langue de communication⁷ alors même qu'avec le Brexit, *l'anglais n'est plus langue officielle déposée d'aucun État membre de l'Union*⁸ !
- Les « *collabos de la pub et du fric* » (*dixit* Michel Serres) qui, à défaut de manifester la moindre créativité poétique, saccagent notre espace mental avec leurs pauvres *French Bank, Blue Sky, The Voice* et autres *Oui-go* (*Oui* servant de faux nez à *We*), pour n'évoquer que les « exploits » des communicants des ex-services publics privatisés ou en passe de l'être ;
- **Plus que tout autre, nous accusons le chef de l'État et son gouvernement, dont la duplicité et l'effronterie linguistiques sont sans limites.** Car derrière les grands discours sur la Francophonie universelle prononcés devant l'Académie française, **le chef de l'exécutif promeut le tout-anglais par tous les moyens** : soutenant la candidature d'une personnalité rwandaise à la présidence de l'OIF alors que le Rwanda a préféré l'anglais au français comme langue officielle⁹ Macron ne sait plus quoi inventer pour **officialiser l'anglais sur notre sol même** (« *Make the planet great again* », « *One planet's Summit* » organisé à Paris, prolifération d'anglicismes « managériaux » dans les discours présidentiels, etc.) ; quant aux entreprises où l'État est encore majoritaire, elles ont toute licence pour angliciser leurs enseignes au mépris de l'article II de la Constitution et de la loi Toubon. Et le message est reçu 5/5 par nombre de hiérarques locaux qui « vendent » désormais leurs « territoires » (*In Annecy Mountain, Loire Valley, Only Lyon, Lorraine Airport, Share slogan J.O. Paris*)¹⁰ en bradant notre langue commune, cœur de notre patrimoine culturel et *premier service public de France*.

6 Comme l'a écrit Gramsci, linguiste et figure de proue de l'antifascisme italien, « à chaque fois qu'affleure, d'une manière ou d'une autre, la question de la langue, cela signifie qu'une série d'autres problèmes est en train de s'imposer : la formation et l'élargissement de la classe dominante, la nécessité d'établir des rapports plus intimes entre les groupes dirigeants et la masse nationale populaire, c'est-à-dire de réorganiser l'hégémonie culturelle ».

7 <https://observatoireplurilinguisme.eu/fr/dossiers-thematiques/international/17778446-les-abus-de-la-commission-europeenne/12045-quand-la-commission-europeenne-met-la-pression-pour-imposer-l-anglais>, <https://observatoireplurilinguisme.eu/fr/dossiers-thematiques/international/17778446-les-abus-de-la-commission-europeenne/11133-enquete-sur-le-plurilinguisme-sur-le-site-europa>

8 L'Eire a déposé le gaélique et Malte a déposé le maltais auprès des institutions européennes.

9 <http://www.france-rwanda.info/article-le-rwanda-lache-le-francais-et-passe-a-l-anglais-ouest-france-55766754.html>

10 https://www.huffingtonpost.fr/2017/02/03/made-for-sharing-le-slogan-de-paris-pour-les-jeux-olympiques_a_21706541/

En revanche, NOUS ADJURONS LES FORCES DU TRAVAIL ET DE LA CRÉATION de (se) défendre (elles-mêmes en défendant) la langue française qui porte l'histoire de notre peuple dans toutes ses contradictions, et qui reste inséparable de son projet émancipateur universaliste.

Dans cet esprit, nous adjurons...

- *les syndicalistes ouvriers* et employés, cadres, étudiants, enseignants, paysans, de *résister* à l'accompagnement mental de la casse néolibérale et à la *servitude volontaire* que porte la soumission pseudo-ludique à la langue des Maîtres ;
- *les militants progressistes* de défendre la *langue du peuple*, cette langue qui, aux dires d'Aragon, directeur des *Lettres françaises* clandestines, fut l'ultime point d'appui de la Résistance antifasciste quand notre pays était occupé, humilié, fascisé, dépecé¹¹ ; ***pas d'insoumission civique sans insoumission culturelle et linguistique !*** Ce combat peut et doit être internationalisé tant les langues des pays voisins de la France sont ébranlées par la même gangrène du tout-anglais !
- *les scientifiques* de refuser les fausses facilités d'une langue mondiale unique qui, sous couvert de communication universelle, conduit à une uniformisation dommageable des problématiques et des modes de pensée, alors que *l'universalité du vrai se construit à partir de la diversité des approches* ;
- *les écrivains, les poètes, les chanteurs de langue française* de rendre à leur langue une partie de ce qu'ils lui doivent, non seulement en la faisant vivre et en la renouvelant par leurs créations, mais en prenant position publiquement contre le tout-anglais destructeur qui peut finir par faire basculer l'ensemble du patrimoine francophone dans l'oubli, ou, pis encore, dans la muséification ; *défendez votre langue comme les ouvriers défendent les machines de leur usine délocalisée et comme les paysans défendent la terre qu'ils cultivent !* Cet appel s'adresse aussi aux compositeurs, plasticiens, cinéastes, photographes, danseurs, architectes, qui, parfois à leur insu, portent dans leurs œuvres la petite musique si singulière de notre langue.

À l'approche du 480^{ème} anniversaire (1539) de l'*Ordonnance de Villers-Cotterêts* par laquelle François 1^{er}, inspiré par le poète Joachim du Bellay¹², fit du « langage maternel françois » la langue de l'État-nation en formation, Macron voudrait masquer le *linguicide* en cours derrière une entreprise de muséification perfide, voire perverse. Certes, la restauration par l'État du Château de Villers-Cotterêts n'a que trop tardé. Mais dans le contexte de l'arrachage linguistique actuel, et placée sous l'égide d'un pouvoir maladivement atlantiste et anglomane, la commémoration par Macron de Villers-Cotterêts, sa célébration hypocrite de la Journée mondiale de la Francophonie (20 mars), auront-elles une autre fonction politique que celle d'un stratagème visant à masquer le *linguicide* du français en cours ?

Certains que la défense du français, celles des autres langues nationales d'Europe, mais aussi, bien entendu, celle des *langues régionales de France*, ce patrimoine indivisible de la nation qu'il ne faut pas opposer à la langue française et à la citoyenneté républicaine communes, relèvent d'un internationalisme progressiste bien compris, refusant catégoriquement la *politique inavouable* d'uniformisation linguistique en tant qu'elle est porteuse de politique, d'économie et de pensée *uniques*, nous proclamons à la face de Macron, des eurocrates bruxellois et de l'oligarchie capitaliste qui les commande : *la flamme de l'insoumission linguistique ne s'éteindra pas.*

Au contraire, c'est sans vous, malgré vous et contre vous, Messieurs les casseurs de langues, de pays et d'humanité, que cette flamme rebelle accompagnera et nourrira toutes les autres formes de résistance civique et sociale.

11 « Il ne restait de ce pays que son langage. Un beau langage qui servait à tout. Vous savez, comme on a chez soi une chose précieuse qui est là depuis si longtemps qu'on en use à n'importe quoi, à empêcher la fenêtre de se fermer, et le petit la prend comme une règle pour dessiner, et c'est un presse-papier si commode ! Qui donc se souciait que ce fût un pays, ce pays. Et il est indiscutable que c'est un grand progrès que de perdre ce sens de la jalousie, cette haine du voisin, cet orgueil de son toit, un grand progrès sur les ténèbres, un grand progrès sur le néant. »

12 http://portal-lem.com/documents/langues/occitan/ordonnance_de_villers-cotterets.pdf

Premiers signataires

François ALBERA, professeur des universités, rédacteur en chef de *1895 revue d'histoire du cinéma*, Paris (75).

Nicolas BACAËR, chercheur, Paris (75).

Corinne BARDOUX, maire adjointe de Bruille-lez-Marchiennes (59).

Guillaume BEAUDOUIN, fonctionnaire, membre du bureau du COURRIEL, Paris (75).

Thomas BEHAR, étudiant en philosophie, serveur de restaurant, Paris (75).

Badia BENJELLOUN, médecin, Paris (75).

Évelyne BENNATI, poète, Monaco.

Lidija BERLOT, militante de la France Insoumise, Saint-Pierre, La Réunion.

Lucien BERTHET, géomètre retraité (74).

Geneviève BLACHE, militante gaullienne progressiste pour le Frexit, Nice (06).

Alain BORER, écrivain, Paris (75).

Xavier-Numa BORLOZ, dramaturge et entrepreneur de spectacles, Association des roses noires, Sèvres (92).

Yves BOUCHEREAU, Nice (06).

Tanguy BOUTIN, ingénieur, Chatou (78).

Pierre BOUTRY, responsable Afrique du Parti de Gauche et coordonnateur de la France Insoumise à Lens (62).

Laurence BRAY, maire adjointe de Bruille-lez-Marchiennes (59).

Dominique BUISSET, poète, traducteur.

Alcide CARTON, Inspecteur de l'Éducation Nationale honoraire, président de l'ARBR-les Amis de Robespierre, Saint-Nicolas-lès-Arras (62).

Gisèle CADORET, chef d'équipe monteuse-câbleuse électronicienne, CGT, Guyancourt (78).

Jean-Jacques CANDELIER, maire de Bruille-lez-Marchiennes (59).

Loïc CHAIGNEAU, professeur de philosophie (16).

Jean-Claude CHASTANET, retraité de la fonction publique, Paris (75).

Guy CHAUSSON, co-président de l'association 46 Amis Langue Française.

Bernard COLOVRAY, ouvrier retraité, CGT, PRCF, Lyon (69).

Francis COMBES, poète, éditeur, Aubervilliers (93).

François COQ, orateur national de la France Insoumise.

Sylvie COSTERASTE, trésorière de l'AFRAV, Alès (30).

Anne-Marie COUSTOU-MIRALLES, professeur d'Histoire retraitée, Toulouse (31).

Dominique COUTURIER, ex-enseignante, espérantiste et polyglotte, Angoulême (16).

Christophe DARGENT, fonctionnaire territorial, militant syndical et politique (62).

Jean-Marc DEALET, retraité, ancien maire et conseiller général, Vermelles (62).

Gilliatt DE STAËRCK, chauffeur de car, syndicaliste, chanteur, animateur national des JRCF, Pontorson (50).

Giovanni DI MINO, professeur certifié d'italien, syndicaliste, La-Fare-les-Oliviers (13).

Aurélien DJAMENT, mathématicien, syndicaliste CGT, Lille (59).

Bruno DRWESKI, maître de conférences HDR, membre du conseil national de l'ARAC.

Daniel DUBOIS, libre penseur.

Benoît DUTEURTRE, écrivain.

Rachida EL FEKAIR, médiathécaire (81).

Jean-Claude FACQUEZ, agent de conduite retraité, syndicaliste (62).

Alex FALCE, retraité, syndicaliste à Monaco, responsable PRCF 06, Roquebrune-Cap-Martin (06).

Paulette FARIGOULE, retraitée, Le Puy-en-Velay (43).

Michel FELTIN-PALAS, rédacteur en chef à *l'Express*, Paris (75).

Vincent FLAMENT, professeur de lettres classiques, rédacteur en chef d'*Initiative Communiste*, Lille (59).

Éric FLEURIMONT, technicien du spectacle, délégué Synptac-CGT région Pays de la Loire, Pont Saint-Martin (44).

Benoît FOUCAMBERT, syndicaliste enseignant (81).

Colette FOUILLOUD, professeur de philosophie en retraite, syndiquée au SNES, Lorient (56).

Marie-France FOVET.

Marie-José FOY, retraitée de l'Éducation Nationale, Lens (62).

Alain FUENTES, syndicaliste et membre fondateur de l'association Comité pour une Nouvelle Résistance.

Aurélien GACK, co-secrétaire départemental du PG62, Hénin-Beaumont (62).

Éliane GALAUD, retraitée de l'enseignement.

Laurent GAMBAROTTO, doyen honoraire de la faculté protestante de théologie de Montpellier, Carces (83).

Georges GASTAUD, philosophe, président exécutif du COURRIEL, Lens (62).

Danielle GAUTIER, militante CGT (63).

Anne GAZEAU-SECRET, diplomate, ancien ambassadeur, Paris (75).

K. Philippe GENDRAULT, psychologue-psychanaliste, sympathisant du PRCF.

Françoise GOSSE.

Aimé GUEDJ, agrégé de lettres modernes, ancien maître de conférences à l'université de Besançon.

Gilda GUIBERT, professeur agrégée d'histoire, Le Chesnay (78).

Bernard GUILLAUMIN, membre du bureau du COURRIEL (78).

Odile HAGE, retraitée, Douai (59).

Frédéric HANZO, militant syndical, Moussey (88).

Andrée HOUSEAUX, retraitée de la santé, Apt (84).

Jean-Claude HOUSEAUX, médecin, Apt (84).

Jean-Loup IZAMBERT, journaliste indépendant, publiciste, Saint-Céré (46).

Brigitte JACQUET, infirmière retraitée (62).

Edmond JANSSEN, éditeur.

Denise JARDY-LEDOUX, enseignante à la retraite, présidente d'association culturelle, Douai (59).

Florence JEAN, maître de conférences en droit, Corte (20).

Pascal JONIAUX, maire adjoint de Bruille-lez-Marchiennes (59).

Christian JUTEL, correcteur d'imprimerie à la retraite, Évreux (27).

Fadi KASSEM, professeur agrégé d'histoire, Buc (78).

Lynda KEBBAS, co-secrétaire départementale du PG62, Harnes (62).

Jacques KMIECIAK, journaliste, SNJ-CGT (62).

Dejan KUZMANOVIC, retraité, Paris (75).

Djordje KUZMANOVIC, ex orateur de la France Insoumise, Paris (75).

Annie LACROIX-RIZ, professeur émérite d'histoire contemporaine, chercheuse, Le Pecq (78).

Léon LANDINI, ancien officier FTP-MOI, président de l'Amicale Carmagnole-Liberté, Bagneux (92).

Claude LANGLET, instituteur retraité, militant internationaliste (Cercle Henri Barbusse).

Michel LARIVE, député de la France Insoumise (09).

Patricia LATOUR, journaliste, Aubervilliers (93).

Guy LAURENT, retraité, Le Dévoluy (05).

Jacqueline LAVY, retraitée de l'Éducation Nationale, élue à la commission exécutive de l'UL-CGT d'Annecy (74).

Patrice LEGUÉRINAIS, syndicaliste enseignant (94).

Denis LEMERCIER, maître de conférences HDR retraité, membre du bureau du syndicat CGT de l'université de Caen (14).

François LE PIVERT, président de la fédération départementale de la Libre Pensée 22.

Mariane LIGNIÈRES, secrétaire (34).

Max LIGNIÈRES, professeur de philosophie (34).

Isabelle LLASERA, professeur agrégé d'anglais à la retraite, Paris (75).

Philippe LOUBIÈRE, docteur ès lettres, Asselaf.

Marc MAILLE, ingénieur retraité, animateur de radio associative, poète.

Michelle MALLET, syndicaliste CGT-PTT (78).

Antoine MANESSIS, militant du PRCF, Grenoble (38).

Jean-Claude MARTIN, ancien recteur, ancien président de l'université Paul Sabatier de Toulouse.

Annette MATEU-CASADO, retraitée de l'Éducation Nationale, défenseur de la langue et de la culture catalanes (66).

Joël MAYET (59).

Julien MIAVRIL, poète et professeur de lettres, Strasbourg (67).

Christophe MILESCHI, professeur des universités, traducteur, écrivain, Paris (75).

Candy MING, actrice et artiste, Wavrin (59).

Daniel MIROUX, Alliance Champlain.

Paul MONMAUR, universitaire retraité.

Aymeric MONVILLE, philosophe et éditeur, Paris (75).

Freddy MORANCY, directeur de MJC retraité, Questembert (56).

Dominique MUTEL, enseignant retraité, Neuville-Saint-Vaast (62).

Laurent NARDI, professeur de français, conseiller municipal et ancien maire-adjoint de Passy (74).

Didier OLMOS, l'Isle-sur-la-Sorgue (84).

Jérémy OZOG, Enseignant SES, Responsable formation PCF06, militant PRCF et CGT, Grasse (06).

Damien PARROT, militant PRCF, petit-fils de résistant, Saint-Jean d'Ilac (33).

Serge PAUTHE, homme de théâtre, auteur, comédien, animateur de troupe.

Gaston PELLET, PRCF, membre du bureau du COURRIEL, Président d'honneur du MRAP-Avignon, Pujaut (30).

Jean-Marc del PERCIO, ancien chargé d'enseignement à l'Institut d'Études Politiques de Lyon, PRCF, Lyon (69).

Marc PETEY, militant politique, Rueil-Malmaison (92).

Christophe POUZAT, neurobiologiste au CNRS, Vitry-sur-Seine (94).

Thierry PRIESTLEY, directeur honoraire du travail.

André PRONE, poète, essayiste.

Martine RAFFLIN, retraitée du ministère du travail, Boulogne-Billancourt (92).

Régis RAVAT, président de l'AFRAV, Nîmes (30).

Jean-Pierre RÉAU, professeur de mathématiques, Arcueil (94).

Danièle RENARD, retraitée, Paris (75).

André RIÉRA, syndicaliste, ancien conseiller municipal, St-Bartyhélémy-d'Anjou (49).

Marie-Noëlle RIO, écrivain, Paris-Hambourg.

Ghislaine RIVATON, secrétaire générale de l'Alliance Champlain, Dumbéa (Nouvelle Calédonie).

Guilaine ROBIN, ergonomiste et artiste, Pont-à-Mousson (54).

Michèle ROGER, traductrice littéraire, Issy-les-Moulineaux (92).

Alain RONDEAU, dessinateur-projeteur électromécanicien, PRCF, FSC, CISC, Guyancourt (78).

Adrien ROUSSEL, photographe retraité de l'Éducation Nationale, ancien élu FERC-Sup-CGT, Fronton (31).

Olivier RUBENS, auteur, militant communiste, syndicaliste, Argenteuil (95).

Louis SAISI.

Thierry SALADIN, médecin, secrétaire de l'association AFRAV, Montpellier (34).

Luigi-Alberto SANCHI, directeur de recherche, CNRS institut d'histoire du droit, Paris (75).

Jany SANFELIEU, professeur de Lettres classiques retraitée, militante communiste, adhérente du COURRIEL, Dannemoine (89).

Christophe SANNIER, maire adjoint de Bruille-lez-Marchiennes (59).

Lucien SÈVE, philosophe.

Suzanne SHWETZOFF, militante communiste, spécialiste de la guerre d'Espagne.

Stéphane SIROT, historien du syndicalisme, Mons-en-Baroeul (59).

François TAILLANDIER, écrivain.

Betty TAMBUSCIO, ancienne présidente de l'Union des Syndicats de Monaco, PRCF (06).

Bertrand TESSON, documentariste et militant.

Arthur THOMASSIN, compositeur et Directeur du C.R.D.M.D.T. de Bobigny, Docteur EHESS et ancien

directeur du Programme l'Europe de l'écriture et de l'Image - Paris VII - CNRS - Etudes cognitives.

Patrick TORT, philosophe, directeur de l'Institut Charles Darwin International, lauréat de l'Académie des Sciences, Paris.

Jean-Michel TOULOUSE, ancien directeur d'hôpital, membre d'Attac et du Pardem.

Bérenger TOURNÉ, avocat, Paris (75).

Yves VARGAS, philosophe.

Matthieu VARNIER, ingénieur, secrétaire général du COURRIEL (78).

Maxime VIVAS, écrivain, écrivain, animateur radio, administrateur du site d'information alternative legrandsoir.info.

Joël VUYLSTEKER, enseignant, militant syndical, Lille (59).

Alain WACOGNE, animateur radio campus, Hénin-Beaumont (62).

Sophie WIECZOREK, conseillère municipale déléguée de Bruille-lez-Marchiennes (59).

Premiers signataires étrangers

Jean-Luc DEHOURS, artiste peintre, Saint-Antoine-de-Tilly, Québec.

Barbara FLAMAND, poétesse, Belgique.

Jacques MABIT, médecin-chercheur, président exécutif du Centre Takiwasi, Tarapoto, Pérou.

Sionainn Ní Ghréacháin, militante pour la défense du Gaélique et francophone, Gaillimh (Irlande).

Georges STAELENS, accompagnateur de train à la SNCB, Saint-Servais, Belgique.